

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2019/40154]

21 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement flamand portant dispense de la condition d'offrir une formation équivalente néerlandophone pour la formation de Bachelor of Business Engineering

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu le Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, sanctionné par le décret du 20 décembre 2013, l'article II.265, § 3 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 22 novembre 2018 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Bachelor of Business Engineering, organisé par la Katholieke Universiteit Leuven sur son site de Bruxelles-Capitale, obtient une dispense de la condition d'offrir une formation équivalente néerlandophone, en application de l'article II.265, § 3, du Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013.

La dispense visée à l'alinéa premier, s'applique à condition que la Katholieke Universiteit Leuven, sur la base de l'article II.263 du Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, reçoive un avis positif ou une décision positive pour organiser la formation visée à l'alinéa premier.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour après que l'avis ou la décision, visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, est devenu définitif.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,

H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40229]

23 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 10 octobre 2018 relatif à l'implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental et secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

Vu le décret du 10 octobre 2018 relatif à l'implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental et secondaire;

Vu le protocole de négociation du 14 novembre 2018 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu le protocole de négociation du 14 novembre 2018 du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 17 octobre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 13 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental*

Article 1^{er}. En application de l'article 4bis, § 4, du décret du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, il est créé un Comité d'opérationnalisation et d'échange d'informations, dont les missions sont les suivantes :

1^o suivre au plus près l'évolution des écoles engagées dans le dispositif de collaboration et de coopération;

2^o assurer un accès aux ressources et outils nécessaires;

3^o soutenir activement la mise en réseau des acteurs concernés en vue de favoriser la diffusion et le partage d'information, de pratiques et d'expériences.

Art. 2. Le Comité d'opérationnalisation et d'échange d'informations se réunit au moins cinq fois par an.

Art. 3. § 1^{er}. Le Comité d'opérationnalisation et d'échange d'informations est présidé par la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

§ 2. La composition du Comité est la suivante :

- 1° le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif, ou son représentant, lequel assure sa présidence;
- 2° un conseiller pédagogique par Fédération de pouvoir organisateur et pour l'enseignement organisé de la Communauté française;
- 3° deux représentants de la Direction générale du pilotage du système éducatif, issus de la Cellule de support visée à l'article 12;
- 4° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire;
- 5° un représentant de l'Institut de la formation en cours de carrière;
- 6° deux représentants des universités et des hautes écoles;
- 7° un représentant du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions;
- 8° un représentant du Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions.

§ 3. Le Comité peut également comprendre des experts invités selon l'ordre du jour. Durant l'expérience pilote, le Comité comprend deux chercheurs issus des hautes écoles ou des universités qui collaborent à l'organisation globale de l'expérience pilote.

§ 4. Le Gouvernement désigne les membres du Comité d'opérationnalisation et d'échange d'informations visé à l'alinéa 1^{er}. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Les mandats des membres du Comité sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables.

Art. 4. Un des membres de la Cellule de support visés à l'article 3, § 2, 3°, assure le secrétariat du Comité.

Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 5. L'appel à projets visé à l'article 4bis, § 6, alinéa 6, du décret du 14 mars 1995 est lancé au plus tard le 1^{er} décembre 2018 au moyen d'une circulaire ou de tout autre moyen adéquat afin d'assurer une publicité à tout pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement fondamental organisé ou subventionné par la Communauté française.

Lorsque le nombre de candidats est trop important, les établissements candidats sont classés par quartile d'indice socio-économique et par réseau. Au sein des classes excédant leur part des populations scolaires certifiées au 15 janvier 2018, les établissements ayant le pourcentage de réussite le plus élevé aux épreuves du CEB de l'année scolaire précédente ne sont pas retenus. L'entièreté des périodes est octroyée aux écoles classées en ordre utile.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par « réseau » un ensemble d'établissements dont les pouvoirs organisateurs sont affiliés ou conventionnés à un même organe de représentation et de coordination ou dont le pouvoir est organisateur est la Communauté française.

*CHAPITRE 2. — Implémentation de dispositifs de différenciation
et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement secondaire*

Art. 6. L'appel à projet visé à l'article 16sexies/1, § 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est lancé, au plus tard, le 1^{er} mars 2019 au moyen d'une circulaire ou de tout autre moyen adéquat afin d'assurer une publicité à tout pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Lorsque le nombre de candidats est trop important, les établissements candidats sont classés par quartile d'indice socio-économique et par réseau. Au sein des classes excédant leur part des populations scolaires certifiées au 15 janvier 2018, les établissements ayant le pourcentage de réussite le plus élevé aux épreuves du CE1D de l'année scolaire précédente ne sont pas retenus. L'entièreté des périodes est octroyée aux écoles classées en ordre utile.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par « réseau » un ensemble d'établissements dont les pouvoirs organisateurs sont affiliés ou conventionnés à un même organe de représentation et de coordination ou dont le pouvoir est organisateur est la Communauté française.

Art. 7. En application de l'article 16sexies/1, § 4, du décret du 29 juillet 1992 précité, il est créé un Comité de coordination du projet pilote. Celui-ci se réunit au moins cinq fois par an.

Art. 8. § 1^{er}. Le Comité de coordination est présidé par la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

§ 2. La composition du Comité de coordination du projet pilote est la suivante :

- 1° le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif, ou son représentant, lequel assure sa présidence;
- 2° un conseiller pédagogique pour l'enseignement organisé par la Communauté française, un conseiller pédagogique pour la fédération de pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné et celle de l'enseignement libre non confessionnel, et deux conseillers pédagogiques pour la fédération de pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel;
- 3° deux représentants de la Direction générale du Pilotage du système éducatif, issus de la Cellule de support visée à l'article 12;
- 4° deux représentants des universités et des hautes écoles impliquées dans le projet;
- 5° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire;
- 6° un représentant de l'Institut de la formation en cours de carrière;
- 7° un représentant du Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions;
- 8° un représentant du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Le Comité peut également comprendre des experts invités selon l'ordre du jour.

Le Gouvernement désigne les membres du comité de coordination visé à l'alinéa 1. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Art. 9. Un des membres de la Cellule de support visés à l'article 12, assure le secrétariat du Comité.

Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 10. La mission du Comité de coordination du projet pilote est d'assister les établissements concernés dans la mise en œuvre des outils et des pratiques de différenciation et de remédiation.

Aux titres de ces missions, le Comité de coordination :

- 1° coordonne, assiste et suit l'évolution des écoles engagées dans le projet;
- 2° élabore une proposition de définition des modalités de suivi et de monitoring de la mise en œuvre du dispositif qui est transmise au Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses compétences par la Cellule de support pour le 30 juin au plus tard;
- 3° analyse les rapports d'évaluation transmis par les équipes de chercheurs aux fins du suivi du projet pilote.

Art. 11. Le Comité de coordination contribue à l'élaboration du rapport d'évaluation du projet pilote par la Cellule de support.

CHAPITRE 3. — *Création d'une cellule de support*

Art. 12. En application de l'article 4bis, § 5, du décret du 14 mars 1995 précité, il est créé au sein de l'Administration générale de l'Enseignement une Cellule de support, constituée d'un maximum de 6 personnes, sous la responsabilité d'un agent administratif de rang 10 minimum.

Art. 13. Les missions de la Cellule de support sont notamment :

- 1° de proposer un support théorique, réflexif et logistique aux écoles inscrites dans le dispositif;
- 2° d'identifier, de répertorier et de documenter les pratiques, outils et expériences menées sur le terrain;
- 3° de développer les modes de diffusion et de partage des pratiques et expériences, notamment en alimentant une plateforme numérique en ressources, outils et pratiques pédagogiques;
- 4° de soutenir le Comité d'opérationnalisation et d'échange d'informations dans ses missions en produisant les analyses ou documents qui lui sont soumis;
- 5° de soutenir le Comité de coordination du projet pilote créé à l'article 16sexies/1, § 4, du décret du 29 juillet 1992 dans ses missions;
- 6° de veiller au suivi des cahiers des charges des équipes de chercheurs.

En exerçant l'ensemble de ses missions, la Cellule de support vise à inscrire la promotion de l'innovation pédagogique dans le pilotage du système.

Art. 14. § 1^{er}. La Cellule de support transmet au Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses compétences un rapport annuel concernant le suivi de l'exercice de ses missions visées à l'article 13.

§ 2. La Cellule de support transmet au Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses compétences un rapport d'évaluation intermédiaire et un rapport d'évaluation finale de l'expérience pilote visée à l'article 4bis, § 6, alinéa 4, du décret du 14 mars 1995.

Les dates de transmission des rapports d'évaluation intermédiaire et finale visés ci-dessus sont fixées respectivement le 1^{er} octobre 2019 et le 1^{er} octobre 2020.

Les rapports d'évaluation intermédiaire et finale contiennent a minima un avis global et argumenté sur l'intérêt de l'expérience pilote et de cette approche « suivi de terrain ». Les rapports des chercheurs seront annexés.

§ 3. La Cellule de support transmet au Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses compétences un rapport d'évaluation finale de l'expérience pilote visée à l'article 16sexies/1, § 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992.

La date de transmission de ce rapport d'évaluation finale visé ci-dessus est fixée le 30 octobre 2020.

Le rapport d'évaluation finale contient a minima un avis global et argumenté sur l'intérêt de l'expérience pilote et de cette approche « suivi de terrain ».

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature, sauf l'article 3, qui produit ses effets au 30 octobre 2018.

Art. 16. Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 janvier 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40229]

23 JANUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 11 oktober 2018 betreffende de verwezenlijking van stelsels voor de differentiatie en de persoonlijke begeleiding in het basis- en secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het slagen in de basisscholen;

Gelet op het decreet van 11 oktober 2018 betreffende de verwezenlijking van stelsels voor de differentiatie en de persoonlijke begeleiding in het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 14 november 2018 van het Comité voor overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra die door de Franse Gemeenschap erkend worden;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 14 november 2018 van het Comité van sector IX, van het Comité voor de Provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Comité voor de onderhandeling voor de statuten van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 11 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 oktober 2018;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van state op 13 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de afwezigheid aan mededeling van dat advies;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK 1. — Implementatie van differentiatie-
en gepersonaliseerde ondersteuningsstelsels in het basisonderwijs*

Artikel 1. Met toepassing van artikel 4bis, § 4, van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het slagen in de basisscholen, wordt een comité voor operationalisering en informatie-uitwisseling opgericht, waarvan de opdrachten de volgende zijn:

- 1° zo nauw mogelijk de evolutie volgen van de scholen die zich bezighouden met het systeem van samenwerking en coöperatie;
- 2° zorgen voor toegang tot de nodige middelen en hulpmiddelen;
- 3° actief ondersteunen van het netwerken van relevante actoren om de verspreiding en uitwisseling van informatie, praktijken en ervaringen te bevorderen.

Art. 2. Het comité voor operationalisering en informatie-uitwisseling komt minstens vijf keer per jaar bijeen.

Art. 3. § 1. Het comité voor operationalisering en informatie-uitwisseling wordt door de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem voorgezeten.

§ 2. De samenstelling van het comité is de volgende:

- 1° de directeur-generaal van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem, of zijn vertegenwoordiger, die het voorzitterschap ervan waarneemt;
- 2° een pedagogisch adviseur per federatie van inrichtende machten en voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 3° twee vertegenwoordigers van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem, afkomstig van de steuncel bedoeld in artikel 12;
- 4° een vertegenwoordiger van de algemene directie voor het leerplichtonderwijs;
- 5° een vertegenwoordiger van het Institut de la formation en cours de carrière;
- 6° twee vertegenwoordigers van universiteiten en hogescholen;
- 7° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor het hoger onderwijs;
- 8° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs.

§ 3. Het Comité kan ook uitgenodigde deskundigen opnemen volgens de agenda. Tijdens het proefexperiment omvat de commissie twee onderzoekers van hogescholen of universiteiten die samenwerken aan de algemene organisatie van het proefexperiment.

§ 4. De regering benoemt de leden van het comité voor operationalisering en informatie-uitwisseling bedoeld bij lid 1. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

De mandaten van de leden van het comité bedragen vier jaar. Ze zijn vernieuwbaar.

Art. 4. Een van de leden van de steuncel waarnaar wordt verwezen in artikel 3, § 2, 3^o, zorgt voor het secretariaat van het comité.

Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 5. De oproep tot projecten bedoeld in artikel 4 bis, § 6, zesde lid, van het decreet van 14 maart 1995 wordt uiterlijk op 1 december 2018 gestart door middel van een omzendbrief of elke andere passende bekendmakingsmethode voor elke inrichtende macht van een basisonderwijsinrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Wanneer het aantal kandidaten te hoog is, worden de kandidaat-inrichtingen gerangschikt per kwartiel van socio-economisch indexcijfer en per netwerk. Binnen klassen die hun aandeel in gecertificeerde schoolpopulaties met 15 januari 2018 overschrijden, worden inrichtingen met het hoogste slaagpercentage bij de CEB-proef van het vorige academiejaar niet geselecteerd. De volledigheid van de perioden wordt toegewezen aan scholen die in nuttige orde zijn ingedeeld.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt onder "netwerk" verstaan een groep van inrichtingen waarvan de inrichtende machten aangesloten zijn of een overeenkomst hebben gesloten met hetzelfde orgaan van vertegenwoordiging en coördinatie of waarvan de inrichtende macht de Franse Gemeenschap is.

*HOOFDSTUK 2. — Implementatie van differentiatie-
en gepersonaliseerde ondersteuningsstelsels in het secundair onderwijs*

Art. 6. De oproep tot projecten bedoeld in artikel 16sexies/1, § 1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt uiterlijk op 1 maart 2019 gestart door middel van een omzendbrief of elke andere passende bekendmakingsmethode voor elke inrichtende macht van een inrichting voor secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd.

Wanneer het aantal kandidaten te hoog is, worden de kandidaat-instellingen gerangschikt per kwartiel van socio-economisch indexcijfer en per netwerk. Binnen de klassen die hun aandeel in gecertificeerde schoolpopulaties met 15 januari 2018 overschrijden, worden inrichtingen met het hoogste slaagpercentage bij de CE1D-proeven van het vorige schooljaar niet behouden. Alle perioden worden toegewezen aan scholen die in nuttige orde zijn ingedeeld.

Voor de toepassing van het vorige lid, betekent de term "netwerk" een reeks van inrichtingen waarvan de inrichtende machten aangesloten zijn of een overeenkomst hebben gesloten met hetzelfde orgaan van vertegenwoordiging en coördinatie of waarvan de inrichtende macht de Franse Gemeenschap is.

Art. 7. Met toepassing van artikel 16sexies/1, § 4, van het reeds genoemd decreet van 29 juli 1992, wordt er een Coördinatiecomité van het proefexperiment opgericht. Het komt minstens vijf keer per jaar bijeen.

Art. 8. § 1^{er}. Het coördinatiecomité wordt voorgezeten door de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem.

§ 2. De samenstelling van het coördinatiecomité van het proefexperiment is de volgende:

- 1^o de directeur-generaal van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem, of zijn vertegenwoordiger, die het voorzitterschap ervan waarneemt;
- 2^o een pedagogisch adviseur voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, een pedagogisch adviseur van de federatie van inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs en die van het niet-confessioneel vrij onderwijs, en twee pedagogische adviseurs voor de federatie inrichtende machten van het vrij confessioneel onderwijs;
- 3^o twee vertegenwoordigers van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem, voortkomend uit de in artikel 12 bedoelde steuncel;
- 4^o twee vertegenwoordigers van universiteiten en hogescholen die bij het project zijn betrokken;
- 5^o een vertegenwoordiger van de algemene directie leerplichtonderwijs;
- 6^o een vertegenwoordiger van het Institut de formation en cours de carrière;
- 7^o een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs;
- 8^o een vertegenwoordiger van de minister belast met het hoger onderwijs.

Het comité kan ook uitgenodigde deskundigen opnemen volgens de agenda.

De regering benoemt de leden van het coördinatiecomité bedoeld bij lid 1. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid benoemd.

Art. 9. Een van de leden van de steuncel waarnaar in artikel 12 wordt verwezen, zorgt voor het secretariaat van het comité.

Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 10. De opdracht van het Coördinatiecomité van het proefexperiment bestaat erin de inrichtingen bij te staan die betrokken zijn bij de implementatie van differentiatie- en herstelinstrumenten en -praktijken.

Daartoe heeft het coördinatiecomité tot opdracht:

- 1^o het coördineren van, het bijstand verlenen aan en het volgen van de evolutie van de scholen die bij het project betrokken zijn;
- 2^o het opstellen van een voorstel tot definitie van de nadere regels voor de follow-up en de monitoring van de implementatie van het stelsel, dat uiterlijk 30 juni aan de minister die bevoegd is voor het leerplichtonderwijs door de steuncel wordt toegezonden;

- 3° het analyseren van de evaluatieverslagen ingediend door de teams van onderzoekers met het oog op het monitoren van het proefproject.

Art. 11. Het coördinatiecomité draagt bij tot het evaluatieverslag van het proefproject door de steuncel.

HOOFDSTUK 3. — *Oprichting van een steuncel*

Art. 12. Met toepassing van artikel 4bis, § 5, van het voornoemde decreet van 14 maart 1995, wordt binnen het Algemeen bestuur van het Onderwijs een steuncel opgericht, bestaande uit maximaal 6 personen, onder de verantwoordelijkheid van een administratieve ambtenaar van rang 10 minimum.

Art. 13. De opdrachten van de steuncel omvatten, inzonderheid:

- 1° het aanbieden van theoretische, reflexieve en logistieke ondersteuning aan de scholen die deelnemen aan het stelsel;
- 2° het identificeren, catalogiseren en documenteren van praktijken, hulpmiddelen en experimenten die op het veld worden uitgevoerd;
- 3° het ontwikkelen van methoden om praktijken en ervaringen te verspreiden en te delen, inzonderheid door in een digitaal platform te voorzien van middelen, hulpmiddelen en pedagogische methoden;
- 4° het comité voor operationalisering en informatie-uitwisseling bij zijn opdrachten te ondersteunen door de analyses of documenten die aan het comité zijn voorgelegd, te produceren;
- 5° het Coördinatiecomité van het proefexperiment dat in artikel 16sexies/1, § 4, van het decreet van 29 juli 1992 werd opgericht in zijn opdrachten te ondersteunen;
- 6° het zorgen voor de follow-up van de specificaties van de teams van onderzoekers.

Bij het uitvoeren van al haar opdrachten wil de steuncel de bevordering van pedagogische vernieuwing opnemen in de sturing van het systeem.

Art. 14. § 1. De steuncel bezorgt de minister die verantwoordelijk is voor het leerplichtonderwijs een jaarverslag over het toezicht op de uitvoering van haar opdrachten bedoeld in artikel 13.

§ 2. De steuncel zendt aan de minister die het leerplichtonderwijs heeft in zijn competenties een tussentijds evaluatieverslag en een eindevaluatieverslag van het proefexperiment bedoeld in artikel 4bis, § 6, vierde lid, van het decreet van 14 maart 1995.

De datums voor de indiening van de tussentijdse en eindevaluatieverslagen waarnaar hierboven wordt verwezen, zijn respectief op 1 oktober 2019 en 1 oktober 2020 vastgesteld.

De tussentijdse en eindevaluatieverslagen bevatten inzonderheid een globaal en met redenen omkleed advies over het belang van het proefexperiment en deze aanpak van "field monitoring". De verslagen van de onderzoekers worden bijgevoegd.

§ 3. De steuncel zendt aan de minister die voor het leerplichtonderwijs bevoegd is een eindevaluatieverslag over het proefexperiment bedoeld in artikel 16sexies/1, § 1, van het decreet van 29 juli 1992.

De datum van verzending van dit eindevaluatieverslag, hierboven vermeld, is 30 oktober 2020.

Het eindevaluatieverslag bevat minstens een globaal en beargumenteerd advies over het belang van het pilotexperiment en deze "field monitoring"-aanpak.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend, behoudens artikel 3, dat uitwerking heeft met ingang van 30 oktober 2018.

Art. 16. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 januari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/40170]

12 DECEMBRE 2018. — Arrêté ministériel modifiant le modèle de l'écusson des « villages de vacances »

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le Code wallon du Tourisme et, notamment, les articles 269 et 277 ;

Considérant la nécessité, pour le touriste, d'identifier de façon claire les hébergements bénéficiant d'une autorisation d'utiliser une dénomination protégée, ainsi que classement officiel attribué à ceux-ci,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'annexe 16 du Code wallon du Tourisme fixant le modèle de l'écusson à délivrer au titulaire d'une autorisation d'utiliser la dénomination visée aux articles 269. D et 277. AM du Code wallon du Tourisme est remplacée par l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 2018.

R. COLLIN